



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 07/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALTOM - ISDND de Puy Long

1 rue des Domaines de Beaulieu
63000 Clermont-Ferrand

Références : 20250704-RAP-63-0677-Inspection-ISDND-Puy-Long

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2025 dans l'établissement VALTOM - ISDND de Puy Long implanté chemin de puy-long 63000 Clermont-Ferrand. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALTOM - ISDND de Puy Long
- chemin de puy-long 63000 Clermont-Ferrand
- Code AIOT : 0005601635
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le VALTOM, syndicat mixte départemental, a été créé par arrêté préfectoral du 27 janvier 1997 pour mettre en œuvre une filière globale de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Puy-de-Dôme et du nord de la Haute-Loire.

Le VALTOM regroupe toutes les collectivités du Puy-de-Dôme et du nord de la Haute-Loire chargées de l'élimination des déchets ménagers.

Le VALTOM exploite l'ISDND de Puy-Long sur la commune de Clermont-Ferrand. L'arrêté préfectoral n°13/02155 du 31 octobre 2013 a autorisé le VALTOM à exploiter deux casiers de stockage d'une capacité de stockage globale de 1 060 000 m³ pour une durée de vie de 13 ans.

L'extension de l'ISDND a été autorisée par arrêté préfectoral n°2025-0060 du 13 janvier 2025, pour une durée de 25 ans et un tonnage annuel de 90 000 tonnes par an. Les dispositions de cet arrêté

entreront en vigueur au 1er janvier 2026.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 5
- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.2.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois
4	Émissions diffuses de biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-IV	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
9	Conditions de l'élimination – Justificatifs de tri	Code de l'environnement, article R. 541-48-4	/	Demande d'action corrective	1 mois
10	Conditions de l'élimination – Caractérisation, contrôle visuel	Code de l'environnement, article R. 541-48-3	/	Demande d'action corrective	1 mois
11	Conditions de l'élimination – Contrôle vidéo	Code de l'environnement, article D541-48-1	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	1 mois
13	Exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
15	Mise en service de la WAGABOX	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.3.3.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Présence de dispositif de collecte et de mesure des effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 - I	/	Sans objet
3	Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte, qualité du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - I	/	Sans objet
5	Réduction des émissions fugitives de gaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - V	/	Sans objet
6	Dispositifs de valorisation ou d'élimination du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 – II et 21 – II	/	Sans objet
7	Contrôle externe des équipements de destruction du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - III	/	Sans objet
8	Déclaration GEREPE des émissions en CH4	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I	/	Sans objet
14	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite d'inspection du 01/07/2025 de l'établissement VALTOM - ISDND de Puy Long implanté chemin de puy-long 63000 Clermont-Ferrand, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est nécessaire que l'exploitant fournisse des **justificatifs** permettant de prouver le respect de la conformité et les **actions correctives** mises en œuvre, dans le délai fixé en partie 2-4 du présent rapport pour chaque point de contrôle listé ci-dessous :

- **Conditions de l'élimination – Contrôle vidéo** - Référence réglementaire : Code de l'environnement, article : D541-48-1
- **Mise en service de la WAGABOX** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013 article : 7.3.3.5

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Les autres non-conformités identifiées dans le présent rapport appellent des actions correctives

dans les délais fixés en partie 2-4 ci-après. La réalisation de ces actions correctives est de la responsabilité de l'industriel contrôlé et pourra être vérifiée lors d'une prochaine visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 09/10/2024
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1. <p>Le dispositif de lutte contre l'incendie comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">- Des matériaux inertes prévus pour les couvertures des déchets, qui peuvent être utilisés pour étouffer les feux.- Des engins permettant de disposer les matériaux inertes pour étouffer un feu en compactant la zone sur l'alvéole en exploitation.- Des bacs à sable sec de 100 litres minimums, des pelles et des seaux à fond rond sont répartis sur le site en nombre afin de faciliter la lutte contre l'incendie et d'endiguer un déversement de produits liquides au sol ou tout dispositif équivalent.- D'une bouche d'incendie, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés, implanté sur le site de l'installation, assurant un débit de 500 litres par minute à une pression dynamique supérieure à 1 bar pendant plus de deux heures.- Une réserve d'eau existante située au Nord-Est sur le site, venant en complément du poteau incendie, de volume utile minimal de 480 m³ maintenue en permanence à la disposition du service d'incendie et de secours.- De deux bassins de rétention des eaux de ruissellement, situés respectivement Sud-Ouest et au Nord-Ouest. Pour chacun de ces bassins, il sera maintenu les volumes minimums suivants : 1 100 m³ pour le premier et 400 m³ pour le second. Chacun de ces bassins est équipé d'une aire d'aspiration comprenant une colonne d'aspiration à raccord tournant muni d'une réduction amovible de diamètre de 100 millimètres à 65 millimètres.- Des extincteurs à agent d'extinction approprié, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures, sur les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements et facilement accessibles. à poudre polyvalente à raison d'un appareil par 200 m² avec un minimum de 3.
Constats : <p>Le contrôle portait sur les observations formulées par le SDIS lors des essais réalisés en juin 2024 sur les 2 réserves du site :</p>

<ul style="list-style-type: none"> • Bassin Nord : le tenon de la prise est vertical et un rocher a été placé pour protéger la prise contre les collisions. L'inspection recommande que celui-ci soit déplacé de quelques dizaines de cm afin d'améliorer la protection de la prise. L'entretien du bassin n'appelle pas de commentaire ; • Bassin Sud : la hauteur du plot béton a été réduite afin de supprimer l'effet "col de cygne". Un point d'ancrage a été placé pour soulager le raccord du poids de la canne emplie d'eau. Le tenon de la prise a été placé à la verticale. Un muret a été créé à l'aide de deux tuyaux biogaz pour prévenir le risque de chute du véhicule dans la réserve. Sa robustesse pose question. Le filet à batracien a été supprimé et doit être remplacé. La voie engin permettant l'accès au bassin Sud, longeant la WABAGOX était dégagée mais l'ajout d'une signalisation serait pertinente. L'entretien de la végétation reste nécessaire du fait du développement de végétation aquatique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la protection de la prise du bassin Nord et protéger la canne d'aspiration du bassin Sud des chocs avec des véhicules (1 mois) ; • Matérialiser l'interdiction de stationner sur la voie d'accès au bassin sud situé à côté de la WAGABOX (3 mois) ; • Prévoir l'entretien de la végétation dans le bassin sud et procéder à une mesure de l'envasement du bassin (6 mois) ; • Confirmer la robustesse du mur créé pour prévenir le risque de chute d'un véhicule du SDIS dans la réserve en demandant l'avis du SDIS (3 mois).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Présence de dispositif de collecte et de mesure des effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 - I
Thème(s) : Risques chroniques, Présence de dispositif de collecte et de mesure des effluents gazeux
Prescription contrôlée : I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets. Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté. Le biogaz capté est prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation puis, le cas échéant, d'élimination par combustion.
Constats : Depuis la mise en service de la WAGABOX en novembre 2024, le biogaz est exclusivement valorisé par injection sur le réseau (avec celui produit par le méthaniseur de VERNEA) et, en cas d'indisponibilité de la WAGABOX ou de surplus, détruit par la torchère. La priorité est donnée au biogaz produit par le méthaniseur de VERNEA. Le réseau est équipé de compteurs permettant de suivre le volume global de biogaz produit par l'ISDND et le volume de biogaz envoyé vers la torchère. Le jour de l'inspection, la WAGABOX était en défaut (pb de vanne). Le volucompteur global indiquait 437 Nm ³ et le volucompteur de la torchère indiquait 443 Nm ³ . La différence s'explique, selon VEOLIA, par la distance séparant les deux compteurs et les conditions de températures différentes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte, qualité du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte, qualité du biogaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz.</p> <p>Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz.</p> <p>Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le tableau de suivi des caractéristiques du biogaz a été présenté en séance. Les mesures sont effectuées au niveau de la centrale de gestion du biogaz, juste après la surpression, et intègre le biogaz produit par les anciens et les nouveaux casiers. L'ensemble des paramètres imposés est suivi. En termes de fréquence, le paramètre CO n'est pas analysé mensuellement.</p> <p>Les moteurs de valorisation sont arrêtés depuis mi-décembre 2024. Ils ont été purgés et sont en attente de démantèlement définitif.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Notifier l'arrêt du moteur à la préfecture du Puy-de-Dôme et procéder sous 6 mois à sa mise en sécurité (l'ATTES-SECURE n'est exigée à l'article 5.12-66-3 du CE que pour les ICPE 2910 lorsque des combustibles liquides ou solides sont utilisés) - Veiller au respect de la fréquence pour le paramètre CO.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Émissions diffuses de biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Campagne de mesures des émissions diffuses
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 09/01/2025

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.</p> <p>Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.</p> <p>Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les campagnes de mesure des émissions diffuses sont réalisées semestriellement sur le site. Leurs conclusions et les plans d'actions associés sont présentés dans les rapports d'activité.</p> <p>La dernière campagne a eu lieu en avril 2025. La cartographie a été présentée en séance ainsi que le différentiel établi entre les cartes d'octobre 2024 et d'avril 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le puits PM2 a été repris et l'amélioration est constatée en avril 2025 ; • casier A : partie ouest, une inversion des flux est constatée. Une modification des réglages est nécessaire. sous les panneaux photovoltaïques, une opération de réglage est également à prévoir ; • casier C2 n'était pas encore raccordé en avril 2025 mais depuis le raccordement a été effectué : aucune odeur de biogaz n'a été perçue sur la couverture du casier 2 lors de l'inspection ; • interventions nécessaires au niveau de l'interface du casier C1/C2. <p>Lors de l'inspection, des odeurs de biogaz ont été perçues au niveau des anciens moteurs de valorisation (situés hors casier et donc hors périmètre de la cartographie des émissions diffuses). Ces odeurs proviendraient d'un puits de collecte des condensats. Une mesure a été réalisée à l'aide de l'appareil portatif montrant la présence effective de biogaz dans ce puits (27,5 % de CH₄, 27 % de CO₂, 4,7 % O₂, 46 ppm de CO et 106 ppm de H₂S).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre la réalisation du plan de réduction des émissions diffuses • Identifier et supprimer sous 1 mois la source d'émissions fugitives de biogaz perçues à côté des anciens moteurs de cogénération lors de l'inspection.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Réduction des émissions fugitives de gaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - V</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des émissions fugitives de gaz</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les campagnes de mesures des émissions diffuses réalisées semestriellement permettent la mise à jour régulière du plan de réduction des émissions de biogaz qui comporte les travaux les plus importants. Les travaux d'ampleur réduite ne sont pas tracés.</p> <p>Comme indiqué au constat précédent, le périmètre de ces campagnes pourrait être élargi à l'ensemble des installations de captation de biogaz pour s'assurer de l'absence de fuite sur les parties hors casier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intégrer l'ensemble du réseau de biogaz (hors casier) dans les campagnes semestrielles (5 mois).
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Dispositifs de valorisation ou d'élimination du biogaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 – II et 21 – II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de valorisation ou d'élimination du biogaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque équipement d'élimination du biogaz est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz éliminé et la température des gaz de combustion.</p> <p>Chaque équipement de valorisation est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz valorisé.</p> <p>A l'amont de ces équipements de mesure sont implantés des points de prélèvement du biogaz munis d'obturateurs.</p> <p>L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure.</p> <p>Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans</p>

<p>un délai d'un mois.</p> <p>Le contrôle des installations de traitement du biogaz est assuré a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>La maintenance de la torchère est couverte par un contrat avec la société BIONE. Le dernier rapport, en date du 19/05/25, liste les points contrôlés et la caractéristique du biogaz torché.</p> <p>La WAGABOX est exploitée par la société WAGA ENERGY. Le rapport d'exploitation mensuel récapitule les pannes mais pas les actions correctives réalisées.</p> <p>Le jour de l'inspection, la WAGABOX était en défaut du fait d'un problème de vanne bloquée. VEOLIA a expliqué que la panne, survenue le 30/06, avait fait l'objet d'une information immédiate par mails et SMS aux différentes personnes en charge de la surveillance du site (VEOLIA et VALTOM). L'arrivée du biogaz produit par VERNEA a été stoppée progressivement et pendant cet intervalle de temps envoyé vers la torchère de Puy-Long.</p> <p>Le compteur indiquant le volume de biogaz envoyé vers la torchère, conforme au regard de la réglementation métrologique, indiquait 440 m³ (la torchère est dimensionnée pour 400 m3).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Détailler l'incident ayant conduit à l'arrêt de la WAGABOX le 30/06/25 et préciser le mécanisme (et sa cinétique) ayant conduit à la coupure du biogaz produit par VERNEA (3 mois). • Compléter les rapports mensuels d'exploitation de la WAGABOX avec la liste des actions correctives réalisées.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Contrôle externe des équipements de destruction du biogaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle externe des équipements de destruction du biogaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4 500 heures de fonctionnement si ces installations fonctionnent moins de 4 500 heures par an. Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température.</p> <p>La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas : SO2 (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm³ ; CO : 150 mg/Nm³.</p>
<p>Constats :</p> <p>La torchère a été mise en service en décembre 2024 en même temps que la WAGABOX. Le jour de l'inspection, elle avait fonctionné 3 992 heures. La campagne de mesure des rejets atmosphériques de la torchère est prévue durant l'été 2025.</p> <p>Lors de l'inspection, la température de la torchère était de 1 155 °C avec une consigne réglée à 950 °C. Le débit de biogaz entrant était de 445 Nm³ (en volume brut).</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déclaration GERE des émissions en CH4

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I

Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERE des émissions en CH4

Prescription contrôlée :

I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;

Constats :

Pour 2024, 635,7 tonnes de CH4 et 7 002 tonnes de CO2 ont été déclarées dans GERE. Ces valeurs ont été obtenues par application de la méthode ADEME.

A noter que VEOLIA a indiqué travailler actuellement à la définition d'une méthode de calcul plus représentative que la méthode ADEME.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Conditions de l'élimination – Justificatifs de tri

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 541-48-4

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination – Justificatifs de tri

Prescription contrôlée :

I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2.

A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :

1° La liste de leurs obligations de tri ;

2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.

L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.

II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte.

Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.

Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie. Les documents portent sur :

- 1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,
- 2° Les papiers graphiques ;
- 3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;
- 4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;
- 5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;
- 6° A compter du 1er janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles.
- 7° A compter du 1er janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.

Constats :

Le VALTOM a indiqué que les attestations du respect des obligations de tri devaient systématiquement être jointes aux fiches d'information et d'acceptation préalable (FIAP) pour être validées. Aussi, selon le VALTOM, 100% des attestations sont reçues.

Par sondage, la FIAP n°SI10 relative à des apports de laine de verre provenant de la déchetterie d'Issoire du SICTOM Issoire Brioude (valable du 01/01 au 31/12/25) a été consultée. L'attestation de tri est bien présente mais elle n'était pas renseignée.

Par ailleurs, les tonnages indicatifs sont manquants sur la FIAP.

A noter que les FIAP ne sont pas datées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Transmettre l'attestation du respect des obligations de tri de la FIAP n°SI10 complétée datée et signée (1 mois)
- Veiller au bon remplissage des FIAP et que celles-ci soient datées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Conditions de l'élimination – Caractérisation, contrôle visuel

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 541-48-3

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination – Caractérisation, contrôle visuel

Prescription contrôlée :

Rappel des déchets interdits

I.-L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après

:

1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ;

2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets ;

3° A compter du 1er janvier 2024, au chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à plus de 30 %, en masse, de biodéchets ;

4° A compter du 1er janvier 2025, au chargement des bennes ou autres contenants concernés dont le contenu est constitué à plus de 30 %, en masse, de déchets textiles ;

5° A compter du 1er janvier 2025, au chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à plus de 70 %, en masse, de l'ensemble des déchets mentionnés aux 1° à 4° ;

III.-L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, pour les ordures ménagères résiduelles mentionnées à l'article R. 2224-23 du code général des collectivités territoriales qui ne sont ni des encombrants ni des déchets collectés en déchetterie :

1° A compter du 1er janvier 2025, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés comportant plus de 65 %, en masse, de biodéchets ainsi que de déchets relevant du principe de responsabilité élargie du producteur en application de l'article L. 541-10-1 ;

Prescription contrôlée

IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.

Cette procédure comporte notamment :

1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises.

2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.

Constats :

Le rapport de caractérisation de la FIAP n°SI10 est présent. Il indique des apports composés de

<p>100 % de laine de verre.</p> <p>En revanche, le rapport de caractérisation de la FIAP n°DI56 (société VACHER - 11 000 tonnes/an de RTDAE 19 12 12 provenant de Polignac) était présent mais non renseigné.</p> <p>Les contrôles visuels sont réalisés par sondage ou en cas de doute à l'ouverture du camion. En cas d'anomalie, les apports suivants font l'objet d'un contrôle renforcé. Ainsi, les apports en lien avec cette FIAP, des 19 et 24 juin ont été refusés totalement compte tenu de la présence de déchets non conformes (plâtre et bidons vides).</p> <p>Pour les refus partiels ou totaux, VEOLIA liste les non-conformités et les transmet au VALTOM qui applique des pénalités (sauf pour les collectivités adhérentes).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Transmettre le rapport de caractérisation de la FIAP n°DI56 complété, daté et signé (1 mois) et veiller au remplissage des rapports de caractérisation des FIAP
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 11 : Conditions de l'élimination – Contrôle vidéo

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article D541-48-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination – Contrôle vidéo</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le présent article régit les conditions de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes dans les installations de stockage et d'incinération.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er juillet 2021 [...]</p> <p>II. [...] Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin. <p>IV.-Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année, Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le DOE, demandé lors des inspections précédentes, a été remis en séance.</p> <p>En réponse aux constats relevés lors de l'inspection de décembre 2024, le VALTOM a indiqué que « la transition entre les casiers 2 et 3 a entraîné une gestion complexe des équipements de vidéosurveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Délais des travaux de déplacement des caméras difficiles à anticiper du fait de la multitude d'intervenants et de l'impact des autres travaux nécessaires à l'ouverture du casier ;</i> • <i>Période de fin d'année avec des difficultés pour des interventions rapides ;</i> • <i>La qualité des images est liée au cadrage de la caméra réglé en fonction de la zone du casier</i>

exploité. La méthodologie de cadrage est à optimiser pour garantir l'enregistrement de chaque apport et une qualité d'image convenable. »

Le VALTOM s'est engagé à une meilleure organisation permettant de mieux gérer les périodes de transition à l'avenir. Il s'agissait de la première transition de casier depuis la mise en place de caméras, avec des problématiques spécifiques à prendre en considération (câblage, alimentation, programmation des logiciels).

Lors de l'inspection, 3 apports ont été observés :

- apport du 28/05 relatif à la FIAP n°SI10 (16 tonnes) : la vidéo du vidage a montré que le chargement, qui devait contenir 100% de déchet de laine de verre, n'en contenait qu'à peine 20%, le restant étant constitué d'encombrant divers. Cet apport aurait dû être refusé totalement ;
- apport du 26/06 relatif à la FIAP n°SI10 (4 tonnes) : la vidéo du vidage a montré que le chargement comportait également des encombrants divers mais en proportion moindre (25%) ;
- apport du 01/07 relatif à la FIAP n°DI56 : la vidéo du vidage a montré que la présence d'une dizaine de sacs opaques ne permettant pas de s'assurer de la conformité des déchets apportés.

La visualisation des vidages n'a rencontré aucune difficulté. Elle a mis en évidence que les apports du SICTOM Issoire Brioude ne respectaient pas la FIAP n°SI10.

Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo depuis le début de l'année 2025 était de 58 jours, avec deux périodes supérieure à 5 jours (42 jours du 04/02 au 18/03 et 9 jours du 03/05 au 12/05). La coupure la plus longue correspond à un acte de malveillance (fibre et alimentation électrique de l'ensemble des caméras coupées avec vol de câble). La sécurité du site a été renforcée et une amélioration de la situation est constatée. La dernière coupure, du 20 au 23/06, est liée aux fortes chaleurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- **Interdire tout apport non conforme au FIAP (1 mois) ;**
- **Interdire tout apport de sacs opaques ne permettant pas de vérifier la conformité des déchets vidés (1 mois) ;**
- **Prendre, sous 6 mois, les dispositions nécessaires pour limiter le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle à 20 jours calendaires sur une année et pour qu'aucune indisponibilité ne puisse excéder 5 jours consécutifs.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation des organismes mandatés

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

<ul style="list-style-type: none"> • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 09/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le CEREMA réalise historiquement les prélèvements sur le site de Puy-Long sans que cet organisme ne soit accrédité pour les prélèvements.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>- faire réaliser les prélèvements en vue d'analyse PFAS par un organisme accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour l'échantillonnage automatique avec asservissement au débit sur la matrice "eaux résiduaires" en vue d'analyses physico-chimiques selon la norme FD T90-532-2.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 13 : Exigences pour le prélèvement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exigences pour le prélèvement</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 09/07/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriers électroniques du 03/09 et du 02/10/24, le VALTOM a indiqué que l'ensemble des</p>

<p>mesures PFAS portant sur les lixiviats avaient été réalisées sur 24h. Ces prélèvements ne faisant pas l'objet d'une fiche de prélèvement, il n'est pas possible pour l'exploiter de justifier la durée.</p> <p>Au demeurant, le jour de l'inspection la campagne trimestrielle était en cours et la méthode d'analyse a été expliquée (réalisation d'un échantillon sur 24h par prélèvements réguliers).</p> <p>Pour ce qui est des eaux pluviales, les prélèvements en PFAS ont été réalisés de manière ponctuelle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • apporter, sous 1 mois, une justification précise de l'impossibilité de réaliser un échantillonnage sur une durée de 24h pour les rejets des EP ; • Les prélèvements réalisés par le CEREMA doivent faire l'objet de fiche de prélèvements.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Restitution des résultats sur GIDAF
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 09/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déclarations relatives aux analyses PFAS réalisées sur les lixiviats et les eaux pluviales ont été saisies dans GIDAF.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Mise en service de la WAGABOX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.3.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Alimentation en combustible
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée :

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

L'alimentation générale amont en biogaz des installations de valorisation est munie d'une vanne manuelle de barrage afin de permettre en toute circonstance l'interruption de cette alimentation. Les positions « ouvertes »/ « fermées » de la vanne sont clairement identifiées.

La coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes seront asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

Constats :

Les protections n'étaient pas en place le jour de l'inspection. Les protections (arceaux rigides) étaient présentes sur site mais pas encore installé. En revanche, les potelés et les chaînes étaient installés et faisaient office de clôture.

Lors de la réunion du 25/02/25, il a été acté que les protections seraient installées au niveau des zones les plus à risques (arrêt d'urgence, cuve azote liquide, canalisation d'injection gaz, caissons DESOTEC).

S'agissant des caissons DESOTEC, la présence d'une structure rigide en IPN entourant les caissons (structure pour le transport des caissons) assure une protection suffisante contre les chocs.

Le compte-rendu du test de la chaîne de coupure de l'alimentation avant la mise en service a été transmis le 08/04/25 par WAGA ENERY.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- **sous 1 mois, renforcer la protection contre les chocs des zones les plus à risques de la WAGABOX (arrêt d'urgence, cuve azote liquide et canalisation d'injection gaz)**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois